

France

05/02/2026

Les perspectives d'amélioration de l'industrie française demeurent

La baisse de décembre est uniquement due à la production d'équipement de transport et ne remet pas en cause les perspectives d'amélioration pour l'industrie française.

La production manufacturière s'est repliée en France en décembre, de -0.8% contre une +0.5% en novembre. La baisse est principalement à mettre sur le compte d'une production plus faible dans les matériels de transport (qui représente 13% de la production manufacturière française) et plus précisément dans la construction aéronautique et spatiale dont la nette baisse en décembre annule les hausses des trois mois précédents. Une volatilité dans la production est assez classique dans ce secteur et la baisse n'est en soit pas inquiétante. En fait, sur un an, la fabrication de matériel de transport est encore en hausse de 12.4%. Au mois de décembre, la cokéfaction baisse également, de 0.9% sur le mois. Toutes les autres branches industrielles ont vu leur production augmenter.

Dans l'ensemble, la baisse de décembre n'est donc pas une baisse inquiétante et ne modifie pas notre prévision d'une amélioration conjoncturelle de l'industrie en première moitié de 2026, soutenue par le redressement européen et le plan de relance allemand. L'amélioration du climat des affaires est un signe encourageant. L'amélioration des perspectives d'activité et le redressement des carnets de commandes devraient conduire à une hausse de la production industrielle dans les prochains mois. L'augmentation des dépenses de défense continuera de stimuler le secteur, et la production aéronautique devrait rester un important moteur de croissance. Néanmoins, la récente appréciation de l'euro pourrait peser sur les exportations et donc sur l'activité économique, notamment en France. La BCE estime qu'une hausse supplémentaire de l'euro de 4.3% par rapport au dollar coûte 0.1 pp à la croissance du PIB de la zone euro. En outre, la pression fiscale élevée auxquelles font face les entreprises risque de constituer un frein. Dans les dernières enquêtes auprès des entreprises, les perspectives d'investissement restent très faibles.

Les perspectives 2026 demeurent modérément positives, avec une croissance du PIB attendue autour de 1 % après 0.9% en 2025.

Charlotte de Montpellier
Senior Economist
Charlotte.de.Montpellier@ing.com
+32 473 63 49 28

Clause de non-responsabilité

Cette publication a été préparée par la division d'analyse économique et financière de ING Bank NV, succursale en France ("ING") exclusivement à titre d'information, sans tenir compte des objectifs d'investissement, de la situation financière ou des moyens d'un utilisateur en particulier. Les informations dans cette publication ne constituent ni une recommandation de placement, ni un conseil fiscal, juridique ou en investissement, ni une offre ou une incitation à acheter ou vendre des instruments financiers. Même si toutes les précautions ont été prises pour assurer que les informations contenues dans ce document ne soient ni erronées, ni trompeuses au moment de la publication, ING ne peut en garantir ni l'exactitude ni l'exhaustivité. ING ne peut être tenue pour responsable d'éventuelles pertes directes ou indirectes pour donner suite à l'utilisation de cette publication. Sauf indication contraire, les opinions, prévisions ou estimations sont uniquement celles du ou des auteurs à la date de la publication et peuvent être modifiées sans préavis.

La distribution de cette publication peut faire l'objet de restrictions légales ou réglementaires dans certaines juridictions et les personnes qui entrent en possession de celle-ci doivent se renseigner à propos de ces restrictions et les respecter.

Cette publication est soumise à la protection du copyright et des droits des bases de données et ne peut être reproduite, distribuée ou publiée par quiconque, quel que soit l'objectif, sans l'accord préalable de ING. Tous les droits sont réservés. L'entité juridique responsable de la publication (nom de l'entité juridique locale) est agréée par la banque centrale néerlandaise et est supervisée par la Banque centrale européenne (BCE), la banque centrale néerlandaise (DNB) et l'autorité des marchés financiers néerlandaise (AFM). ING Bank N.V. est enregistrée aux Pays-Bas (n° 33031431 au registre commercial d'Amsterdam). (Ajouter le régulateur local. Vérifier s'il doit aussi être fait référence à la DNB et à la BCE. Vérifier si les références aux autorités britanniques et américaines peuvent être supprimées vu que le rapport local ne sera pas publié en anglais).

Au Royaume-Uni, cette publication est approuvée et/ou communiquée par la succursale londonienne de ING Bank N.V. (ING Bank N.V., London Branch). ING Bank N.V., London Branch, est assujettie, de façon restreinte, à la réglementation de la Financial Conduct Authority (FCA). ING Bank N.V., London branch, est enregistrée en Angleterre (n° BR000341) à 8-10 Moorgate, London EC2 6DA.

À l'attention des investisseurs américains : toute personne qui souhaite discuter de cette publication ou effectuer des transactions dans un titre mentionné dans ce document doit prendre contact avec ING Financial Markets LLC, qui est membre de la NYSE, la FINRA et la SIPC et qui fait partie de ING, et qui a accepté la responsabilité de la distribution de ce document aux États-Unis conformément aux dispositions en vigueur.